

Appel à contributions n°10

Pour citer cet article :

- Riurba

"Appel à contributions n°10"

Riurba /Numéro

URL : <http://www.riurba.review/apel-a-contributions-n10/>

DOI :

Date d'impression : 28 septembre 2020

Métropoles contre villes moyennes et territoires : un débat absurde ?

Ce numéro de la RIURBA propose de discuter de la pertinence des distinctions et catégorisations opérées entre « métropoles », « villes moyennes », « petites villes » ou encore « territoires » aujourd'hui. Les débats, scientifiques tout comme politiques, sont anciens à ces sujets, mais réifiés récemment par le contexte de la pandémie. Ce numéro privilégiera les articles à dimension épistémologique et méthodologique, ceux qui affronteront des questions précises ou analyseront des cas spécifiques plutôt que de contribuer à grands débats surplombants. Il accueillera très volontiers les travaux concernant d'autres pays que la France.

Devant les défis ouverts par les changements climatiques, technologiques, les débats sur les caractéristiques respectives des métropoles, villes petites et moyennes, territoires semblent se renouveler sans fin. Par exemple en France, quatre décennies après la « première » décentralisation, l'opposition entre Paris et « le terrain » résonne comme une ritournelle faisant écho au « *Paris et le désert français* » de jadis. Plus récemment, une autre « opposition » s'est faite jour, avec cette fois les métropoles et les « territoires », dans toute l'imprécision (volontairement entretenue ?) que ces deux termes recouvrent.

Dans l'action publique comme dans la recherche, l'intérêt semble se succéder par vagues successives d'analyse et de sollicitude pour les différentes strates du réseau urbain : métropoles, villes moyennes petites villes, bourgs... Programmes de recherche incitatifs et programmes d'action publique se suivent : Métropoles, Action « cœur de ville » pour les villes moyennes à partir de 2017, petites centralités aujourd'hui ... Tout semble prétexte ou occasion pour raviver ces oppositions entre les villes selon leur taille. Depuis début 2020, la crise sanitaire aurait été l'occasion d'une fuite des métropoles – devenues invivables – par les riches citadins réputés « égoïstes ». Et les élections municipales auraient permis à une (petite) bourgeoisie urbaine de s'afficher verte pour mieux se distinguer. Certaines indications latentes, certains phénomènes à bas bruit, que les enquêtes d'opinion avançaient par exemple sur la qualité de vie sans que des indicateurs ne traduisent de concrétisation, sont brusquement devenues saisissables. On découvre ainsi une fuite des grands-Parisiens vers la campagne ; l'importance de la misère sociale dans la périphérie parisienne ne peut plus être cachée. À l'échelle nationale, rien ne permet de parler d'un privilège métropolitain face à la Covid. En revanche, le résultat des élections municipales a

révélé de deux manières, par l'abstention et par le renouvellement des équipes exécutives dans les très grandes villes, qu'il existait sans doute un malaise dans les métropoles. S'il est nécessaire de mesurer plus précisément la réalité de telles affirmations, force est de constater leur capacité à infuser déjà dans les médias, les réseaux sociaux et les conversations. Ce malaise est-il commun aux autres pays et autres grandes villes ? Le cas français ne semble pas unique et rejoint une cohorte d'exemples dans d'autres pays.

Or, la pandémie de Covid-19 est venue renouveler cette lecture des villes par strates. Si les grandes villes ou métropoles sont fragilisées, les autres territoires s'attendent à subir tout aussi durablement la crise économique, même quand leur tissu industriel et tertiaire était réputé performant comme l'était, par exemple, l'aéronautique. Le choc subi frappe sans distinction petites et grandes villes. Parce qu'elle est inédite et qu'elle concerne durablement des pans entiers de secteurs économiques réputés modernes (notamment dans le domaine de la culture, du tourisme, mais aussi des transports), la pandémie Covid-19 défait beaucoup des certitudes exprimées ces dernières années, que ce soit sur la gestion des ressources collectives, la production de logements, l'organisation des circuits d'approvisionnement. Tout cela montre la fragilité du cadre dans lequel s'opèrent les raisonnements des politiques, des médias et même des experts ou chercheurs, comme si l'attachement à éclairer les connaissances avait peu à peu cédé le pas devant un univers des croyances.

L'un des objectifs de la Revue Internationale d'Urbanisme est de développer la réflexion sur la manière dont on construit la connaissance et les débats sur la ville et l'urbanisme, et les outils qu'on y utilise. Dans le cas présent, cela conduit à suggérer trois axes de réflexion :

- *Une lecture sociologique et politique des débats.* Comment expliquer la permanence de cette opposition entre les grandes villes et le reste du territoire national ? Est-ce la simple survivance d'un vieux fond « anti-urbain » de la droite réactionnaire ? Révèle-t-il l'émergence d'une nouvelle culture politique de l'émancipation sociale ? Qui sont les acteurs de ce débat ? Quels sont leurs intérêts ? Leurs objectifs ? Leurs arguments ? Ce débat a-t-il réellement un écho dans la société et si oui, pourquoi ?

- *Un changement de nature des processus de métropolisation.*

Sous l'apparente permanence de l'opposition, il conviendrait d'observer un changement des ressorts (tant publics que privés) de métropolisation, qui tendrait à modifier les rapports entre les grandes villes et leurs pourtours régionaux (captation des ressources publiques et environnementales par les plus grandes villes ? dépendance économique ? etc.) Une analyse critique des dispositifs qui ont conduit à privilégier les métropoles puis les villes moyennes, un dispositif impliquant à la fois des acteurs, des objets qui deviennent des opérateurs (par exemple le TGV), et des instruments juridico-administratifs.

- Un nécessaire *aggiornamento* des outils d'analyse territoriale ?

« Mal nommer c'est ajouter au malheur du monde » dit Camus. Interroger plus spécifiquement les diverses catégories utilisées dans l'élaboration des politiques publiques, dans les débats ou dans les recherches et proposer d'autres concepts d'autres dénominations paraît alors un objectif majeur. A cet égard l'appel aux théories générales diffusées à l'échelle mondiale ne suffit certainement pas. Au moment où la relation aux lieux et à la mobilité risque d'être profondément modifiée pour un temps indéterminé, peut-être n'est-il pas inutile de questionner les catégories de territoires que nous dressons ordinairement. Faut-il continuer à distinguer métropole, ville moyenne ou petite, territoires urbains ou territoires ruraux ? Ou bien serait-il utile d'introduire des catégories moins englobantes, des régimes d'intégration des espaces ? À cet égard le retour vers des travaux anciens ou l'étude de cas étrangers peut nous en apprendre beaucoup.

CONSIGNES AUX AUTEURS

Les articles attendus peuvent reposer sur des études de cas, comparatives ou non, menées à différentes échelles et alimenter des réflexions théoriques. Ils peuvent s'inscrire dans un ou plusieurs des axes proposés. Nous attendons des auteurs que les articles proposés s'inscrivent dans la ligne éditoriale, celle d'une revue internationale de recherche sur et pour l'urbanisme. Les textes peuvent être soumis en français ou en anglais. Leur évaluation est organisée conformément aux principes des revues scientifiques (évaluation « en double aveugle »...).

SOUSSION DES ARTICLES

Les auteurs adresseront leurs articles avant le 15 janvier 2021 au comité éditorial et à l'adresse suivante : secretariat@riurba.net. Le format attendu est précisé à la page « consignes aux auteurs » (<http://riurba.net/consignes-aux-auteurs-2/>)

POUR TOUTE PRECISION, LES RESPONSABLES DU NUMERO SONT :

Alain Bourdin (alain.bourdin50@orange.fr)

Xavier Desjardins (xavier.desjardins@paris-sorbonne.fr)

Lionel Prigent (lionel.prigent@univ-brest.fr)